

< L'AFFAIRE JAUBERT >

LES JOURNALISTES EN GREVE AUJOURD'HUI DE 13 h. à 15 h.

L'UN.S.J. communique :
- L'Union nationale des syndi-
cats de journalistes confirme son
ordre de grève pour le vendredi
4 juin, de 13 à 15 heures.
- Elle précise que cette consigne
doit s'accommoder avec un service
minimum dans les rédactions, ne
serait-ce que pour assurer sur la
France et l'étranger le compte ren-
dre de la manifestation!

- Les modalités de ce service
minimum devront être déterminées
redaction par rédaction

- Le lieu de rendez-vous pour le
défilé est fixé à 12 h. 45 Rond-
Point des Champs-Élysées devant
l'immeuble du « Figaro ».

- Le service d'ordre sera assuré
par les organisations de journalis-
tes -

LE RESPONSABLE

par Pierre BOURGADE

La manière dont M. Léo Hamon, porte-parole du gou-
vernement, a refusé de répondre, avant-hier, à 400 journa-
listes venant l'interroger sur l'affaire Jaubert, permet de
mesurer le mépris dans lequel les hommes du pouvoir tien-
nent les journalistes, et telle au jour cru sur la nature du
régime gaulliste.

Pour commencer, M. Léo Hamon, déclare qu'il n'a rien
à ajouter parce que le conseil des ministres n'a pas évoqué
l'affaire Jaubert.

Est-il possible de le croire?... Le matraquage en règle d'un
journaliste par une dizaine de policiers est-il devenu, dans
ce pays, une chose si normale que ni le Président de la Ré-
publique, ni les ministres réunis en conseil, ne s'en inquiètent?
Si c'est vrai, c'est grave. Si c'est faux, M. Léo Hamon ne dit
pas la vérité.

Ces deux hypothèses sont également pénibles à envi-
sager, Jean Daniel se lève et, dans le silence de tous les as-
sistants, il tend une perche à ce pauvre homme : M. Léo
Hamon peut-il, du moins, nous faire part de son sentiment
personnel sur le matraquage d'Alain Jaubert ?...

Quel homme généreux eût hésité à répondre à une tel-
le question ?... Quel homme ami, si peu que ce soit, de la li-
berté d'expression et des journalistes qui la servent, eût hésité
à condamner, en homme libre, sinon en ministre bâillon-
né, des exactions qui nous ramènent aux jours les plus som-
bres du fascisme ?...

Aucun, si nous vivions dans une véritable démocratie.

Mais nous ne vivons pas dans une véritable démocratie.

Les hommes qui se trouvent au pouvoir ne peuvent pas
condamner les atteintes à la liberté d'expression : ce sont
eux qui les ordonnent !

Les hommes qui se trouvent au pouvoir ne peuvent évi-
demment pas condamner les matraquages de journalistes :
ce sont eux qui les laissent faire !

J'étais à quelques mètres de M. Léo Hamon lorsque Jean
Daniel posa sa question.

Je vis son visage se décomposer. M. Léo Hamon cherchait
la réponse.

Puis, je vis ce visage se recomposer. M. Léo Hamon avait
trouvé !

Sur son visage jaune et gras qu'on eût dit échappé au
pluceau de Daumier et où, en cet instant précis, je voyais
se mêler distinctement la fureur, la ruse, la peur, et le plai-
sir profond de celui qui se trouve du côté de la matraque,
apparut un sourire plus faux qu'une fausse pièce de cent
sous. M. Léo Hamon se pencha lentement vers le micro,
avançant prudemment son incroyable tête de faux-bonhomme
sur sa lourde bedaine de notaire en faillite, et pesant
chaque mot (si M. Pompidou allait le trouver trop libéral !) déclara : « Bien entendu, je me suis à titre personnel ren-
seigné sur cette affaire auprès de l'autorité de police. Si,
à titre personnel, l'avocat de M. Alain Jaubert veut venir
m'en parler, je le recevrai volontiers, à titre personnel, avec
toute la courtoisie qui est la mienne ».

Voilà ce que répond ce démocrate quand 400 journalis-
tes viennent lui demander si oui ou non, après l'affaire An-
geli, l'affaire Manceaux, et l'affaire Jaubert, les journalistes,
en France, pourront faire leur métier sans être pourchassés
ou matraqués par la police !

C'est trop fort !

Les Français n'ont que faire de votre courtoisie, M. Léo
Hamon. Ce qu'ils veulent, c'est la liberté et la justice.

Aujourd'hui à 13 heures, les journalistes se rendront de-
vant le ministère de l'Intérieur.

Ils invitent leurs lecteurs à manifester avec eux.

Que ces lecteurs viennent nombreux !

Que beaucoup d'écrivains, d'artistes, d'enseignants, pour
qui la connaissance de ce qui se passe dans le monde est
capitale, et qui, par conséquent, tiennent aux journalistes
comme à la prune de leurs yeux, se joignent à cette ma-
nifestation !

La liberté d'expression, la liberté de la presse sont les
premières des libertés. Les journalistes sont les garants de
ces libertés. Les régimes où les journalistes sont espionnés,
pourchassés, matraqués, ne sont plus des démocraties.

Parce que nous voulons en démocratie, nous voulons que
l'affaire Jaubert soit la dernière.

C'est ce que signifiera notre présence devant le minist-
ère de l'Intérieur.

N'oublions pas, d'ailleurs, quand nous serons place Beau-
vau, que l'Élysée est à 100 mètres.

En vertu de la Constitution, c'est là que tout se décide.

C'est là que les choix doivent s'opérer.

Où la censure, ou la liberté.

Où la matraque, ou la liberté.

M. Pompidou, prêtez l'oreille.

Ce n'est pas seulement la police, qui est en cause. C'est
vous.

● Une Commission d'enquête
chargée de faire la lumière
sur les circonstances dans lesquel-
les M. Alain Jaubert, journaliste
et professeurs a fait l'objet de vio-
lences de la part de la police,
vient d'être constituée. Ses mem-
bres sont : Me Denis Langlois,
conseiller juridique de la Ligue
des Droits de l'Homme, le Dr Da-

niel Timsit, MM. Michel Foucault,
professeur au collège de France,
Claude Angeli, Mme Michèle Mat-
teaux, le pasteur Cazalis et M.
Pierre Vidal-Naquet, professeur.

● D'autre part, dans un communi-
qué, le Comité de défense de la
presse s'associe à la manifesta-
tion de l'UN.S.J. aujourd'hui.